

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
21 juin 2013  
Français  
Original : arabe

**Assemblée générale**  
**Soixante-septième session**  
Point 105 de l'ordre du jour  
**Mesures visant à éliminer le terrorisme international**

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-huitième année**

**Lettres identiques datées du 20 juin 2013, adressées  
au Secrétaire général et au Président du Conseil  
de sécurité par le Représentant permanent  
de la République arabe syrienne  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, je vous informe de ce qui suit :

Depuis le début de la crise en Syrie, il y a deux ans et demi, Youssef el-Qaradawi, le chef de l'Union internationale des oulémas et une clique de prétendus érudits musulmans et de cheiks, à savoir les Saoudiens Abdelaziz ben Abdallah el-Cheikh et Mohamed el-Arifi, les Égyptiens Safwat Hijazi et Mohammed Hassan et le Koweïtien Chafi Sultan et d'autres n'ont cessé de multiplier les *fatwas*, les jugements et les déclarations blasphématoires incitant au terrorisme, soutenant ceux qui commettent de tels actes, allant à l'encontre des valeurs et des principes religieux et humanitaires, des principes du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité, prêtant directement assistance à l'organisation Al-Qaida et aux mouvements takfiristes qui lui sont inféodés et sévissent en territoire syrien. Ces *fatwas* lancées sous le couvert de la religion entrent dans le cadre d'une campagne politique agressive d'incitation au terrorisme, soutenue par le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie et des pays de l'Occident.

Dans son prêche du vendredi 31 mai 2013, comme dans tous ses prêches hebdomadaires, Al-Qaradawi, depuis sa chaire à Doha, s'emploie à inciter au meurtre, à la haine, au fanatisme et au jihad, accusant une des sectes religieuses en Syrie d'être plus mécréante que « les juifs et les chrétiens ». Ce faisant, il prononce une sentence de mort à l'égard de trois sectes et religions, les « Nosseiris (ou Alaouites), les Juifs et les Chrétiens », répandues dans le monde entier, tenant des propos inflammatoires qui sont propres, sur le fond et dans la forme, à des organisations terroristes extrémistes comme Al-Qaida.

Dans le prolongement de ses incitations au terrorisme et aux dissensions internes, Al-Qaradawi et nombre d'oulémas de la discorde ont tenu au Caire, les 12 et 13 juin 2013, une « conférence de soutien au peuple syrien » où ils ont pris la parole, prônant l'extrémisme et le fanatisme contre d'autres croyances religieuses,



qualifiant les adeptes d'une vaste communauté religieuse d'« idolâtres » qui combattent des sunnites. Al-Qaradawi a clairement et explicitement appelé à un soulèvement et à une campagne contre eux, demandant aux musulmans du monde entier de défendre leurs frères, adoptant et légitimant ainsi le blasphème et l'incitation au meurtre.

Mohamed al-Arifi, Président de « l'Union mondiale des prédicateurs », s'est hâté de réclamer que des terroristes qu'il qualifie de « moudjahidines » soient armés et formés pour aller se battre en Syrie. Quelques jours plus tôt, un cheik salafiste takfiriste au Koweït, Chafi el-Ajami, enseignant à la faculté de la charia à l'Université du Koweït, avait reconnu clairement et explicitement sur une chaîne satellitaire qu'il avait financé et encouragé une faction terroriste du Front el-Nosra à commettre l'odieux massacre de dizaines de civils innocents dans le village syrien de Hatla (province de Deir el-Zor), ajoutant : « Nous avons pris aujourd'hui le village de Hatla et égorgé M. Hussein et son fils, à l'aide de couteaux; demain, nous irons dans les localités de Nouboul et de Zahra, à Alep ». M. el-Ajami avait au préalable financé, armé et déployé en Syrie des centaines de terroristes takfiristes.

Dans le communiqué adopté à l'issue de la conférence, les participants appellent sans vergogne à « une mobilisation et à la contribution au jihad par l'âme, l'argent et les armes, et à toutes formes de jihad et d'assistance » sur le territoire syrien. L'appel équivaut à un recrutement direct de terroristes armés dans le monde entier, à leur infiltration en Syrie et à leur soutien par tous les moyens possibles, dans le cadre du programme takfiriste, salafiste et wahabiste. Il vise à faire aboutir la démarche sanglante adoptée par de nombreux États de la région et de l'Occident, en particulier la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite, en vue de détruire la Syrie, de semer la discorde parmi son peuple et de justifier le meurtre systématique de civils syriens innocents; des massacres et des viols; le fait de dévorer des cœurs humains; des actes de génocide et des atrocités de masse, des explosions de voitures piégées; des destructions d'infrastructures et de biens publics et privés; et l'annihilation de la civilisation, de l'histoire et de la culture syriennes, sous prétexte de sauver le peuple syrien. C'est la raison pour laquelle l'« Union des oulémas » a condamné le fait que le Conseil de sécurité inscrive le Front el-Nosra sur la liste établie et mise à jour par le Comité du Conseil créé par les résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011). L'Union estime que ce groupe fait partie de la « révolution syrienne ».

En autorisant les cheiks de la discorde à inciter au terrorisme et au meurtre depuis leurs chaires, le Gouvernement égyptien a clairement démontré qu'il participait aux crimes terroristes et à l'effusion de sang syrien.

L'Union internationale des oulémas a été fondée en juin 2004 à Dublin; son siège a été transféré au Qatar en mars 2012. Grâce à l'action de certains cheiks, elle est devenue une source importante d'incitation au terrorisme, à la dissension et à l'extrémisme, ainsi qu'un moyen permettant ouvertement et explicitement de recruter, de financer, d'armer et de soutenir par tous les moyens des terroristes, y compris de l'organisation Al-Qaida.

La République arabe syrienne estime que les oulémas de la discorde, de la provocation et du blasphème, qui préconisent ouvertement le meurtre, et les gouvernements qui les soutiennent ainsi que leurs *fatwas*, portent une responsabilité directe dans l'effusion de sang syrien : ils incitent au terrorisme, le financent directement, recrutent des terroristes et leur fournissent des sanctuaires, dans

l'objectif de détruire la Syrie et de la contraindre à changer de régime, sans tenir compte de la volonté de son peuple. Ils interviennent de manière flagrante dans ses affaires intérieures, violant les principes du droit international et les résolutions du Conseil de sécurité qui condamnent le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, ce qui constitue une agression à l'encontre de la Syrie et une menace au recours à la force.

Si la Syrie expose ces faits devant le Conseil de sécurité et la communauté internationale, c'est pour les amener à s'acquitter des responsabilités qui leur incombent au titre des résolutions du Conseil relatives à la lutte contre le terrorisme, notamment les résolutions 1267 (1999), 1373 (2001), 1624 (2005) et 1989 (2011), et pour demander que les États qui soutiennent le terrorisme sur son territoire, en particulier le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie et la France, cessent leurs agissements qui mettent en péril la paix et la sécurité de notre pays et de la région.

La Syrie met en garde contre les dangers de la propagation de l'extrémisme, du terrorisme, de l'idéologie takfiriste et de l'incitation au meurtre et au fanatisme, ainsi que d'un soutien au terrorisme inféodé à Al-Qaida tel que le Front el-Nosra et ses alliés, les Brigades islamistes et l'Armée syrienne libre, dont la plupart des factions ont déclaré leur allégeance au Front el-Nosra.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 105 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Bashar **Ja'afari**